

La position de l'entrepreneur sur le marché

Autor(en): **Röpke, W.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **3 (1945)**

Heft 2

PDF erstellt am: **05.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-132060>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La position de l'entrepreneur sur le marché¹

par

W. RÖPKE

*Professeur à l'Institut universitaire
de Hautes Etudes internationales*

I

Nous avons l'habitude de définir comme organisateur de la production l'entrepreneur qui, de sa propre initiative et à ses risques et périls, réunit dans des conditions déterminées les divers facteurs de la production et qui, dès que cette constellation change, doit prendre de nouvelles décisions. Bien qu'on puisse modifier cette définition et y ajouter d'autres éléments, en particulier d'ordre psychologique, un fait n'en reste pas moins décisif : l'entrepreneur est étroitement lié au marché, il en est dépendant et cela n'est pas sans influencer le processus économique de ce dernier. Il devient ainsi le véritable support de ce système que nous qualifions d'économie du marché par opposition à l'économie « collectiviste ». L'entrepreneur apparaît comme l'élément de jonction de ce processus si terriblement compliqué de l'économie du marché ; il reçoit les impulsions qui lui parviennent des consommateurs et les transmet de manière adéquate à la production ; d'autre part, il apparaît sur le marché de la production comme acquéreur des facteurs travail, capitaux fonciers, capitaux mobiliers ; comme tous les entrepreneurs sont dès lors concurrents, les prix de ces éléments de production se fixent à un niveau qui, dans le « cas idéal », correspond exactement à leur degré de rareté ; de même, dans le « cas idéal », leur utilisation aussi correspond aux besoins des consommateurs². Mais l'entrepreneur de son côté, loin de se confiner dans la passivité, donne à la vie économique de

¹ Conférence donnée à l'assemblée annuelle de la « Gesellschaft für Marktforschung » à Zurich, le 23 mai 1944.

² Pour de plus amples informations, voir mon ouvrage : *Explication économique du monde moderne*, Paris 1940, chap. V et VIII.

puissantes impulsions en cherchant perpétuellement des méthodes nouvelles pour organiser la production et en améliorer la technique ; de même, en créant d'autres catégories de biens, il offre ainsi de nouvelles voies à la consommation.

Ainsi, à quelle branche de la production qu'il appartienne, l'entrepreneur est entouré par le marché. Il est comme un transformateur vers lequel convergent ici des milliers de courants qui sont ensuite renvoyés dans une autre direction et sous une forme différente. Le destin économique de l'entrepreneur dépend tout autant du bon fonctionnement de ce transformateur que de sa capacité de chef technique, organisateur de la production à l'intérieur de l'exploitation. D'autre part, c'est précisément cette dépendance, et la concurrence que les entrepreneurs se font, — toute action de l'Etat et tout monopole étant présumés absents, — qui sont la meilleure garantie pour qu'ils servent de transformateur avec autant de conscience, de zèle et d'intelligence que le conducteur d'une locomotive électrique compliquée, auquel nous nous confions en toute sécurité, car nous savons que le sort du train est en même temps le sien propre.

La masse ne voit que l'entrepreneur couronné de succès, mais elle sait peu de choses de ce qui fait son succès ; elle ignore le processus d'élimination qui se poursuit silencieusement et sans relâche parmi les entrepreneurs ; elle ignore aussi ceux qui, s'étant trouvés trop légers sur la « balance du marché », sont les victimes de ce processus et qui succombent ; elle ne connaît non plus ni les punitions sévères qui reviennent aux uns, ni les décorations qui reviennent aux autres. Comme finalement tous les entrepreneurs soumis au marché concourent au même but, leurs « plans économiques » pris séparément se confondent en un plan général de l'économie, en regard duquel la soi-disant « économie planifiée », au sens étroit du terme, n'apporte du nouveau — encore est-il douteux — que dans la mesure où elle lui substitue le plan esquissé par les autorités et exécuté de force dans l'économie collectiviste. Pour vivre sous un régime d'économie planifiée, le monde n'avait pas besoin d'attendre les collectivistes, car l'économie du marché est tout naturellement planifiée. Seulement, elle est si organique, si spontanée et évidente, qu'il faut d'abord révéler son existence aux hommes, et qu'il arrive à beaucoup d'entre eux qui en entendent parler pour la première fois, d'être comme M. Jourdain

lorsqu'on lui apprit, à son grand étonnement, que toute sa vie il avait fait de la prose sans le savoir.

En tant qu'instance soumise de toutes parts aux influences du marché, qui cherche constamment à reconnaître le plus exactement possible le processus de l'économie de ce marché et en même temps à l'orienter, pour une part actuellement minime, en accord avec la volonté économique de la population, l'entrepreneur doit tendre de toutes ses forces à acquérir de façon continue la connaissance la plus parfaite de la situation présente et des conditions changeantes qui découlent des marchés qui l'intéressent, celui des achats et celui des ventes.

La première et la plus importante des tâches de l'entrepreneur du point de vue de l'économie privée et de l'économie nationale est de connaître le marché. Cela est si évident pour lui qu'il serait présomptueux de la part du théoricien de l'y rendre particulièrement attentif.

A chaque instant, l'entrepreneur doit s'efforcer de saisir toutes les données du marché, et d'en faire dépendre ses décisions. Plus cette connaissance est parfaite, plus son activité commerciale sera couronnée de succès et plus le processus de l'économie du marché sera précis et rationnel comme tel ; plus aussi le mécanisme de celle-ci se rapprochera de l'idéal de la théorie pure de la concurrence parfaite du marché. En tout, trois opérations se passent dans le cerveau de l'entrepreneur. Des faits connus ou probables sont transformés par la décision de l'entrepreneur, et laissent s'engrener dans l'autre une roue du processus du marché.

1. Le *calcul du prix de revient*, qui détermine le coût de la production d'après les prix d'achat et fixe ainsi le prix de vente, opération qui se base sur les données fournies par le passé, et qui *relie ainsi le passé au présent et au futur*.

2. Une opération qui n'a ni nom commun ni nom généralement accepté, et qui se base sur les données telles qu'elles se présentent dans l'économie actuelle. Elle est destinée à intégrer l'activité économique dans le *présent* et à la mettre en accord avec toutes les données en compagnie desquelles elle se trouve actuellement, opération qui ressort particulièrement dans l'*arbitrage* ; celui-ci consiste à tirer profit, dans l'espace, des différences de prix de la même marchandise à un moment donné.

3. La *spéculation*, c'est-à-dire l'opération qui relie le *présent* à l'*avenir* et qui se base sur les données de demain lesquelles, se trouvant dans une économie en mouvement et perpétuellement changeante, ne peuvent être déterminées exactement mais au contraire peuvent être appréciées en fonction de leur probabilité. Malgré le sens souvent péjoratif qu'on attache à son nom, cette opération est si utile que sans elle aucune économie rationnelle, dans aucun système économique, ne serait possible. Mais elle comporte des risques et implique des capacités qui ont, précisément dans certains secteurs sujets à de nombreux risques (marché des devises, marché des matières premières), donné naissance à une spéculation professionnelle des plus spécialisées, tout à fait utile et qui soulage le véritable entrepreneur¹.

Quand une vue d'ensemble sur le marché, vue d'ensemble aussi parfaite que possible, est une condition essentielle pour le succès de l'entreprise privée et pour l'utilité de son action économique, on peut se demander s'il y a eu progrès dans ce domaine au cours des cent dernières années. Ici deux tendances opposées coopèrent si étroitement qu'il n'est pas facile de donner une réponse précise. *D'une part*, la vie économique est devenue incontestablement plus compliquée, et l'examen du marché toujours plus difficile du fait de son extension à tout le globe terrestre, de la variété croissante des produits, du développement technique et de l'organisation et aussi de nombreuses autres causes. Mais *d'autre part*, les progrès de la technique des nouvelles et des transports et les améliorations apportées à l'organisation des marchés — qu'on évoque seulement les Bourses, les foires et autres institutions — se sont combinés avec les efforts du monde des producteurs pour donner à l'entrepreneur pris individuellement une vision toujours meilleure des conditions du marché. On comprend que ce que l'on appelle « étude du marché » (Marktforschung, market research) mérite de prendre ici un relief tout spécial. C'est un mouvement qui, avec tout ce qui est sain dans ce monde, présente la qualité d'unir harmonieusement ce qui est pratique pour un individu à ce qui est utile à tous.

Lorsque j'envisage ce développement complet, je ne suis pas très sûr qu'on ait partout compris toute sa signification et toute

¹ Voir : W. RÖPKE, article « Spekulation », *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, 4^{me} éd. Jéna 1926.

sa portée pour une véritable réforme de notre système économique. En effet, je ne sais pas combien de gens partagent mon propre sentiment que nous sous-estimons encore le degré d'irritation que provoquent chez les hommes précisément *l'opacité et la complication des rapports économiques*; ils en éprouvent le sentiment vague, mais extrêmement dangereux pour la stabilité de notre système économique, qu'il arrive quelque chose qu'ils ne comprennent pas tout à fait, mais dont ils se méfient profondément. Peut-être sommes-nous fautifs d'une telle sous-estimation à la suite d'un jugement dénué de psychologie humaine; ce jugement nous conduit à exagérer les causes purement matérielles de la fermentation sociale de notre temps et à la considérer comme une pure question de différence de revenus, erreur qui empêche bien des gens aussi de discerner la nature proprement immatérielle et spirituelle du problème du prolétariat. Je suis toujours plus persuadé que, lorsque des hommes trouvent quelque chose à critiquer dans notre système économique, c'est à cause de ce sentiment irritant d'être considéré comme un objet stupide, de cette nervosité qui naît toujours lorsqu'on est conscient que certaines choses nous échappent, lorsque, prenant part à un jeu, on n'en connaît pas les règles, la méfiance des sourds qui ne peuvent suivre entièrement la conversation et qui soupçonnent toujours les autres.

De ces profondes rancunes naissent toujours à nouveau les mythes connus du « capitalisme », de la « haute finance » et du « protocole des sages de Sion » à la « ploutocratie » et aux célèbres « deux cents » ou « soixante familles », qui détiendraient les leviers de commande de l'économie, mythes dont on ne saurait autrement expliquer le succès. Lorsqu'on est fixé sur ce point, la conclusion s'impose. En vue de la réforme de notre système économique si violemment menacé — et par là même de toute notre civilisation — rien n'est plus important que la *clarification la plus complète de tous les phénomènes économiques, la publicité la plus large et la plus transparente, l'examen le plus parfait possible du marché* et des données qui le déterminent. Et si l'Américain affirme encore assez naturellement l'évidence du « capitalisme », quoique cette forme américaine de l'économie du marché puisse vraiment motiver une opposition justifiée, cela dépend entre autres peut-être du fait que là-bas, une publicité qui nous paraît souvent très indiscreète

règne sur toutes les relations économiques et que tout est fait par les institutions privées ou publiques — je ne rappelle que la Federal Trade Commission ou la International Commerce Commission — pour rendre les phénomènes économiques aussi transparents que possible.

II

Une information et une orientation déficientes ont toujours une action démoralisante. Cela ne serait-il pas vrai aussi pour l'entrepreneur ? Ici nous abordons une nouvelle face du problème qui est peut-être encore plus importante que la précédente.

Nous avons parlé jusqu'à présent de la situation de l'entrepreneur sur le marché comme de quelque chose de pratique et de concret ; de même notre examen rapide du marché que nous avons estimé si décisif par rapport aux fonctions de l'entrepreneur, l'était aussi pour les marchés concrets et pour les données qui s'y rapportaient. Jusqu'à présent, nous nous sommes mus dans le secteur sobre et froid des affaires, des calculs, du rendement, des frais et des prix. Mais la question se pose de savoir si l'on peut aussi parler du regard de l'entrepreneur sur le marché dans un sens plus étendu, à la fois théorique et philosophique, qui nous fasse voir l'entrepreneur dans sa totalité spirituelle et morale. Je n'hésite même pas un instant à dire que nous nous heurtons là au problème le plus important et le plus grave. Il suffit de réfléchir un peu pour en saisir tout le sens.

En 1933 a paru, à Paris, un écrit dû à la plume du publiciste et sociologue français bien connu *Lucien Romier*, qui, sous le titre de *Si le capitalisme disparaissait*, exprimait quelques idées profondes qui sont encore dignes de considération aujourd'hui. Entre autres idées étonnamment justes et en partie prophétiques se trouve la remarque si pertinente que la « crise du capitalisme » est au fond morale et spirituelle ; car en dernière analyse les rouages continuent à tourner tandis que les hommes ne comprennent plus le sens de la civilisation dont ils dépendent. « Cependant, aucune société, aucune humanité n'a pu vivre longtemps sans savoir pourquoi elle vivait et comment elle devait vivre,

sans philosophie et sans morale.¹ » Nous tous dépendons dans notre existence d'un système de rouages que nous ne comprenons plus bien et dont nous nous sentons ainsi entièrement étrangers ; nous ne comprenons plus parfaitement le sens et les fonctions que nous exerçons dans ce monde devenu si vaste, et par là nous sommes en danger d'oublier les devoirs que notre place dans la vie économique nous impose, et avec les devoirs, la foi et le don de soi.

A cet égard — et c'est maintenant la question la plus importante — où en est l'entrepreneur d'aujourd'hui ? A-t-il une vue d'ensemble du marché au sens philosophique du terme, de telle sorte qu'il comprenne vraiment la place qu'il occupe dans notre société, ainsi que sa mission irremplaçable avec ses droits et ses devoirs bien définis ? A la longue l'homme ne peut vivre et se contenter de son travail qu'il a monnayé. Il se desséchera et dépérira s'il ne croit pas à quelque chose de supérieur qui donne à sa vie un sens plus vrai et qui l'élève au-dessus d'elle. L'entrepreneur commun a-t-il encore une foi telle qu'elle lui donne non seulement bonne conscience, mais aussi l'élan d'une conviction, enracinée au plus profond de lui-même, de sa fonction sociale et en même temps la force de résister aux violentes tendances collectivistes de notre temps ? Ne doute-t-il pas dans son for intérieur, sans se l'avouer toujours à lui-même et encore moins aux autres ?

Jetons un bref regard sur le *développement des cent dernières années* pour voir où nous en sommes arrivés aujourd'hui. Nous verrons alors à quel point la mentalité de l'entrepreneur a fondamentalement changé et que seule cette évolution explique la transformation du marché que l'on peut qualifier de fatale.

Parmi mes souvenirs d'enfance les plus anciens et les plus vifs, je me souviens du jour où mon père m'envoya faire une commission chez le capitaliste de notre village, un fabricant de briques aisé, et me donna ainsi l'occasion de voir un monde qui jusque là m'avait été totalement étranger. En regardant autour de moi dans la chambre, je vis sur le haut pupitre le grand livre sur la couverture duquel était certainement imprimée l'expression « Avec Dieu » alors en usage, et au-dessus, sur une console, une brique dorée et une tuile argentée, le tout encadré du verset : « Dieu a aidé, il aidera. »

¹ Lucien ROMIER : *op. cit.*, p. 156/157.

Je sais encore aujourd'hui exactement combien cette promiscuité de deux sphères apparemment inconciliables me déconcerta, mais ce n'est que des dizaines d'années plus tard que j'ai compris ce que cela signifiait réellement.

J'ai compris, grâce à l'un de mes amis intimes¹, que j'avais rencontré un spécimen rude et grossier d'un type d'entrepreneur qui était celui du temps de nos grands-pères : le type d'homme robuste, loyal et pas toujours très sensible peut-être, mais droit et énergique, qui croyait en lui-même et à son devoir avec une foi religieuse et en tirait la volonté optimiste et courageuse de l'affirmation de soi. Ni scrupules ni doutes ne le tourmentaient, et lorsqu'il portait sur le plan religieux les succès retentissants de son activité, c'était l'expression la plus honnête de sa conviction, qu'il pouvait acquérir dans chaque manuel d'économie politique : que le rendement obtenu dans le cadre d'une concurrence loyale est harmonieusement lié à un accroissement correspondant de l'intérêt général. Nous pouvons certainement considérer comme primitifs les enseignements de l'économie politique de ce temps qui consistait en une vulgarisation des théories d'Adam Smith et de ses successeurs, mais ils avaient tout de même l'avantage de faire comprendre le fonctionnement de l'économie en général et les fonctions de l'entrepreneur en particulier ; ils lui donnaient ce que j'ai appelé la *vue philosophique du marché*. Il y avait beaucoup de misère ouvrière et beaucoup de laideur dans les fabriques et les villes nouvellement construites, mais les économistes apprenaient — avec raison dans un certain sens — qu'il s'agissait là d'inconvénients objectivement déterminés, auxquels les uns opposaient la foi optimiste en une amélioration prochaine, les autres la résignation fataliste à des lois sociales immuables. En tous les cas, cet entrepreneur avait tout que mauvaise conscience, d'autant plus qu'il avait beaucoup fait par humanité, — comme une critique tardive a bien voulu le reconnaître, — pour mettre un terme aux misères sociales concrètes. C'était l'époque du libéralisme pur du début du XIX^e siècle.

Aux grands-pères ont succédé des *pères ayant une autre mentalité*. La conception de la vie du vieil entrepreneur libéral

¹ Alexander Rüstow : *General Sociological Causes of the Economic Disintegration and Possibilities of Reconstruction*. Appendice à : W. RÖPKE : *International Economic Disintegration*, Londres 1942.

avait été trop simpliste pour résister longtemps à la réalité ; les enseignements scientifiques dont en dernière analyse elle était née contenaient des erreurs fatales qui devaient se venger. L'économie du marché tomba dans une décadence caractérisée par le développement des monopoles, des entreprises géantes, du collectivisme, de la prolétarisation et de l'interventionnisme croissant de l'Etat ; il est indéniable que cette dégénérescence a été en rapport étroit avec la naissance d'un nouveau type d'entrepreneurs, qui possédait encore la conscience et l'énergie du précédent, mais plus son optimisme et sa foi en l'économie du marché et en la concurrence. Les fondements théologico-métaphysiques de la conception libérale s'étant peu à peu volatilisés, l'optimisme, que ces bases avaient puissamment contribué à créer, se vengeait aussi. Par aveuglement, et en opposition aux données non économiques, on avait malheureusement cru à une véritable économie du marché, produit naturel qui ne nécessitait aucun soin particulier, et on avait perdu toute vigilance devant les forces toujours en éveil de la décomposition ; l'ancien libéralisme primaire avait également beaucoup plus promis qu'il n'avait pu tenir, on avait oublié d'inculquer aux hommes qu'ils ne peuvent prétendre qu'à un bonheur relatif et qu'il y a autant de pertes que de profits qu'il faut être prêt à supporter, si l'on veut à la longue conserver tout le système de l'économie du marché. Finalement le point de vue philosophique du marché échappa de plus en plus à l'entrepreneur, après que les enseignements de l'économie politique, surtout sous l'influence de l'école historique, se fussent désagrégés.

Au moment où les crises et les pertes apparurent, la fermeté et la virilité firent défaut. Le *type du mauvais joueur*, qui ne sait que gagner, se généralisa ; il se tourna vers l'Etat en se lamentant ; ce type était prêt, plutôt qu'à s'y opposer, à encourager et à saluer le néomercantilisme qui, vers la fin du siècle passé, tendait de plus en plus à remplacer le libéralisme. Nous ne faisons certainement pas tort à l'entrepreneur du temps de nos pères en disant qu'il a été plutôt un agent qu'un obstacle à cette économie dégénérée du marché, mais nous devons aussi reconnaître que, comme toujours, la semence de la génération précédente avait été semée.

Il est certainement superflu de dire que les généralisations sont dangereuses et que, dans le cas particulier, elles doivent être faites

avec la plus grande précaution. Nous ne pouvons pas déterminer le type moyen de l'entrepreneur d'après une méthode statistique, mais au contraire ne nous laisser guider que par des impressions et avant tout par le fait qu'une évolution particulière de la vie et de la politique économiques autorise certaines conclusions sur l'attitude que l'entrepreneur moyen a prise à une époque donnée et avec quelle conception philosophique il est entré dans la vie économique. Dès lors nous ne croyons pas nous tromper en imputant à un type déterminé d'entrepreneur du passé une large part de responsabilité pour la décadence de l'économie du marché. Peut-être n'était-ce pas l'entrepreneur moyen dans un sens statistique quelconque auquel nous pensons avant tout ici, mais certainement à l'entrepreneur influent et puissant, spécialement dans les pays fortement industrialisés, et surtout dans l'industrie lourde et dans les industries connexes.

Quelle est la *génération contemporaine* qui a succédé à ces grands-pères et à ces pères ? Il est naturellement très difficile de répondre à cette question car on est toujours moins apte à juger ce qui est proche. Mais peut-être ne nous trompons-nous pas trop en disant que précisément l'entrepreneur d'aujourd'hui, réfléchi et sensible, se sent profondément préoccupé par l'évolution qui, de la décadence de l'économie du marché, a conduit à la crise actuelle de notre système économique et social ; il se pose de nombreuses questions qui reflètent son désarroi et son découragement. Il sent qu'il a perdu sa foi robuste en ses propres fonctions, et il cherche alors avec le plus grand sérieux et une profonde sincérité une foi nouvelle, car il sait qu'à la longue l'homme ne peut pas vivre sans elle. Le résultat de cet effort varie d'un cas à l'autre. Les uns, désespérés, ont abandonné toute recherche et sont alors tombés dans un véritable défaitisme qui les pousse d'une manière ou d'une autre vers l'économie planifiée. Les autres poursuivent leur effort, et c'est précisément avec eux que la discussion est la plus fructueuse. Ces entrepreneurs qui cherchent sont notre espoir et nos camarades spirituels. Nous nous trouvons tous au même point qu'eux, nous cherchons à nous orienter dans un monde troublé et désaxé. Mais lorsqu'on se fait une idée claire de notre système économique et social, on arrive à la conclusion qu'il n'y a personne dont on puisse dire autant que pour l'entrepreneur, qu'il est essentiel de chercher dans la bonne direction.

Ainsi, la responsabilité de l'entrepreneur apparaît comme absolument capitale.

Mais le théoricien peut-il s'arroger le droit de dire à ces entrepreneurs que ce qu'ils cherchent, c'est la *nouvelle interprétation de leurs fonctions sociales* ?

Sans vouloir diminuer tant soit peu l'importance des efforts qui tendent à donner un nouveau sens aux rapports de l'entrepreneur avec ses ouvriers et employés dans le cadre de l'entreprise, nous croyons tout de même qu'à la longue pour la société, une autre orientation est encore plus importante : ce que j'ai appelé la conception philosophique du marché de l'entrepreneur. Oui, le danger existe réellement que la « conscience sociale » de notre temps, souvent citée et souvent mal comprise, empêche l'entrepreneur d'être conscient de ses fonctions sur le marché, c'est-à-dire qu'il reprenne conscience du sens de ses fonctions proprement économiques. Par là, il faut avant tout penser au danger, — comme ça a été le cas en Allemagne après la dernière guerre et comme c'est actuellement le cas sur une grande échelle en Angleterre — que des entrepreneurs isolés s'entendent avec les syndicats particuliers de leur branche ou même de leur entreprise au grand dam de la communauté (y compris les autres travailleurs) et n'occasionnent la fusion si redoutable d'un monopole d'entrepreneurs avec le monopole des syndicats¹. Il faudrait insister pour que la politique sociale de l'entrepreneur sur le marché s'intègre à sa fonction économique, au lieu de l'entraver. Cette fonction doit s'exercer dans le cadre d'une économie de vraie concurrence, c'est-à-dire sans aide monopolisatrice ou interventionniste. Aujourd'hui comme hier, elle consiste à distribuer aux forces productives de l'économie au mieux des intérêts de la communauté, la part qui échoit aux entrepreneurs. Quant au marché du travail, sa constitution actuelle et son organisation en général pourvoient déjà à ce que le salaire payé par l'entrepreneur soit le salaire normal et non pas un salaire de misère.

Rien n'a changé au fait que l'entrepreneur, encadré par les rapports d'une économie du marché reposant sur la concurrence, n'est au fond rien d'autre qu'un *administrateur fiduciaire des forces de la production qui lui sont confiées* et par là un fonctionnaire

¹ Cf. F. HAYEK : *The Road to Serfdom*, Londres 1944, p. 156 s.

social ; un tel entrepreneur, conscient de sa fonction sociale, qui dédaigne aussi bien l'appui du monopole que celui des subventions de l'Etat, est non seulement assuré contre toute critique, mais a aussi le droit de passer à l'attaque et d'exiger que les autres veuillent bien se soumettre aussi aux règles du jeu. De ce point de vue inattaquable, nous pouvons repousser à coup d'arguments massues bien des malentendus profonds et dangereux et qui font toujours partie du *répertoire d'un anticapitalisme vulgaire*. Nous pouvons faire valoir que le facteur rendement si méprisé, est — même dans une économie collectiviste — le manomètre indispensable pour mesurer le degré de succès avec lequel les entrepreneurs accomplissent leur devoir de fonctionnaires sociaux ; ce succès est pour eux un dédommagement qui, comparé à leur activité et aux frais d'administration correspondants d'une entreprise collectiviste, est extraordinairement bon marché. Nous pouvons démasquer le slogan des « *x* familles » dans les mains irresponsables desquelles se trouve la puissance économique. C'est d'abord une méconnaissance malveillante du fait que l'administration des forces productives économiques doit bien se trouver entre les mains de quelqu'un, de sorte qu'on devrait se réjouir qu'il se trouve encore dans un pays une couche de « familles-souches » pourvues d'expérience, ayant le sens de la tradition et de leurs responsabilités. Ensuite, nous arguons qu'il est ridicule de penser que l'existence et la persistance de quelques familles éminentes dans la vie économique soit déjà la preuve d'une conspiration. La différence entre l'économie du marché et l'économie collectiviste consiste en ce que dans la première les décisions économiques sont prises précisément par « *x* familles » et sous le contrôle de l'instance supérieure du marché, alors que dans la seconde, elles se concentrent sur une famille — à supposer que le dictateur en ait une — et ne sont plus sous le contrôle d'aucune instance. Si nous sommes en train de défendre l'entrepreneur contre d'injustes attaques de toutes sortes, cela n'est possible qu'à une condition déterminante : il ne faut pas que l'entrepreneur s'égare et devienne un défaitiste sans courage qui ne comprend plus ses fonctions et qui s'abrite sous le toit protecteur du monopole ou de l'Etat, sans penser qu'en ce faisant, il scie la branche sur laquelle il est assis ¹.

¹ Les mots suivants sont extraits d'un message du président Roosevelt au Congrès américain. Ils sont dignes de considération et trouvent ici leur place : « La justification du

Il ne peut s'en défendre que s'il acquiert cette conception philosophique du marché dont on a parlé plus haut. A cette fin, il ne doit pas dédaigner le secours de la science qui s'appelle économie politique, et il doit chercher à comprendre le sens et les réactions du système économique qu'il sert et sans lequel une civilisation ne pourrait pas subsister².

Wilhelm RÖPKE.

profit privé est le risque... Nous ne pouvons pas, en Amérique, supprimer tous les risques inhérents à l'économie privée, pour l'homme d'affaires qui ne veut pas prendre ses responsabilités... Les gens qui, avec ou sans l'aide du gouvernement, s'efforcent de restreindre la concurrence en luttant activement contre elle ou en entravant les tentatives sincères faites en faveur de cette concurrence, endossent une responsabilité écrasante. Par conséquent, consciemment ou inconsciemment, ils mettent les affaires et les finances au service du gouvernement pour faciliter le contrôle exercé par lui ou, autre alternative, ils travaillent pour accroître la concentration du pouvoir public dans le cadre du gouvernement pour s'opposer à une pareille concentration des pouvoirs privés.» (Message du président des États-Unis transmettant des recommandations relatives au renforcement des lois anti-trusts, S. Doc. n° 173, 75^{me} cong., 3^{me} sess. du 29 avril 1929, imprimé par l'*American Economic Review*, supplément de juillet 1942, n° , part. 2).

² Il se peut, en définitive, que l'étude de l'économie nationale soit devenue essentielle pour l'ensemble de notre civilisation, car la sauvegarde de cet ensemble exige que les responsables tout au moins comprennent le fonctionnement du système économique qui en est une partie intégrante. Cependant, l'économie nationale, qui a pour objet non des constantes, mais des fonctions et des relations, est au nombre des sciences les plus difficiles. « L'obligation d'opérer au moyen de rapports logiques est une des tâches les plus difficiles que l'on puisse proposer à l'esprit humain » (O. MORGENSTERN : *Die Grenzen der Wirtschaftspolitik*, Vienne 1934, p. 69). Or — cela est grotesque — c'est précisément sur cette science, la plus difficile de toutes, que chacun croit pouvoir porter un jugement autorisé sans aucune connaissance préalable, du seul fait que ses intérêts sont engagés. On ne pourra porter remède à cette confusion que si les économistes aperçoivent qu'il est indispensable d'enseigner et de répandre l'essentiel de leur théories sous une forme généralement accessible et répondeur, ce faisant, à un vœu exprimé sur la fin de sa vie par Edwin Cannan lui-même, le grand économiste anglais. (Edwin CANNAN : *Was der allgemeinen Wirtschaftstheorie gegenwärtig not tut*, *Die Wirtschaftstheorie der Gegenwart*, Festschrift für F. v. Wieser, tome 4, Vienne 1923, p. 360 et suiv. Voir aussi mon article « L'économie politique et la crise de notre temps », *Revue économique et sociale*, juillet 1944.)